

# L'ÉVÉNEMENT

## Hebdo

N° 483 / 12<sup>ème</sup> année. mercredi 11 juin 2003

Prix : 200

## Les grandes dates de la Mauritanie depuis l'indépendance

# Voici les grandes dates de la Mauritanie depuis son indépendance

- **"1960" - 28 novembre** : La Mauritanie, ancienne colonie française, accède à l'indépendance avec Moktar Ould Daddah comme chef de l'Etat.

- **1961- 27 octobre** : Admission de la Mauritanie à l'ONU malgré l'hostilité du Maroc qui revendique ce pays comme faisant historiquement partie de son territoire. Les deux pays n'établiront des relations diplomatiques qu'en 1970

- **1973- - 29 juin** : L'Ouguiya remplace le franc CFA et entraîne le retrait de la Mauritanie de la Zone Franc.

- **1974- 28 novembre** : Nationalisation de la société des Mines de fer (MI-FERMA), pilier de l'économie. Sa gestion est transférée à la Société nationale industrielle et minière (SNIM).

- **1975- 14 novembre** : Un accord sur le Sahara occidental consacre le partage de ce territoire entre le Maroc et la Mauritanie et la fin de la colonisation espagnole.

- **En 1976**, Nouakchott occupe la partie sud du territoire.

- **En 1979**, la Mauritanie renoncera à ses revendications territoriales après

plusieurs années de guerre contre le Front Polisario, soutenu par Alger. Reprise des relations avec l'Algérie rompues en 1976.

- **1978- 10 juillet** : Un coup d'Etat militaire renverse le président Ould Daddah. Le lieutenant-colonel Moustapha Ould Salek prend la tête d'un Comité militaire de redressement national (CMRN), avant de céder la place en 1979 au lieutenant-colonel Mohamed Ould Louly.

- **1980- 4 janvier** : Le lieutenant-colonel Khouna Ould Haidallah, véritable homme fort, devient chef de l'Etat et président du Comité militaire de salut national (CMSN).

- **5 juillet** : Abolition "définitive" de l'esclavage.

- **1981- -16 mars**: Une tentative de putsch inspirée par le Maroc, selon les autorités, fait huit morts et entraîne la rupture des relations diplomatiques avec Rabat jusqu'en 1985. Quatre officiers seront exécutés.

- **1984- 12 décembre** Un coup d'Etat militaire renverse le président Haidallah. Le colonel Maaouiya Sid'Ahmed Ould Taya, chef d'état-major de l'ar-

mée, lui succède.

- **1987- - 22 octobre** : Les autorités dénoncent un complot contre le régime.

- **1989** : En avril, des affrontements sanglants entre Mauritaniens et Sénégalais dans les deux pays font des centaines de morts et provoquent l'exode ou l'expulsion de plusieurs dizaines de milliers de personnes. Cette crise entraîne la rupture des relations diplomatiques

- **12 juillet** : Une nouvelle Constitution prévoit le multipartisme et met fin à 13 ans de régime militaire.

- **1992- 24 janvier** : Première élection présidentielle multipartite. Le colonel Maaouiya Ould Taya remporte plus de 62% des voix mais l'opposition qui conteste ce résultat boycottera les législatives en mars

- **1996- 11 et 18 octobre** : Le Parti républicain démocratique et social (PRDS, au pouvoir) remporte les premières législatives vraiment pluralistes. L'opposition qui se présente en ordre dispersé sort laminée du scrutin.

- **1999- 28 octobre** : La Mauritanie

établit des relations diplomatiques avec Israël au niveau des ambassadeurs (troisième pays arabe, après l'Egypte et la Jordanie). Cette mesure entraîne la rupture des relations diplomatiques avec l'Irak.

- **2001- 17 juillet** : L'ancien président Moktar Ould Daddah, renversé en 1978, regagne la Mauritanie, après 23 ans d'exil en France.

- **26 octobre** : La majorité présidentielle remporte largement les élections législatives. L'opposition fait son entrée au parlement avec 11 sièges.

- **2002- - 28 novembre** : Le président américain George W. Bush loue l'engagement de la Mauritanie dans la lutte contre le terrorisme. Après les attentats anti-américains du 11 septembre 2001, Nouakchott avait arrêté un Mauritanien considéré par Washington comme un membre du réseau terroriste Al-Qaïda.

- **2003- 1er mai** : Début d'une vague d'arrestations dans les milieux baassistes (nationalistes pro-irakiens) et islamistes. Trente-deux islamistes présumés sont notamment inculpés le 3 juin de "complot contre l'ordre constitutionnel";